

RCS : CHATEAUROUX

Code greffe : 3601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CHATEAUROUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1987 B 00155

Numéro SIREN : 342 734 506

Nom ou dénomination : SAVIB 36

Ce dépôt a été enregistré le 16/07/2020 sous le numéro de dépôt 1406

Bilan actif

16 JUL. 2020

36000 CHATEAUROUX



	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	7 225	7 225		2 095
Fonds commercial (1)	53 357		53 357	53 357
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	374 236	227 346	146 890	164 245
Installations techniques, matériel et outillage industriels	422 979	378 578	44 401	50 335
Autres immobilisations corporelles	1 386 854	892 086	494 768	910 188
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	100		100	100
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 768		6 768	
Autres immobilisations financières	974		974	1 043
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	2 252 493	1 505 235	747 258	1 181 363
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)	69 117		69 117	25 491
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	6 875 461	259 903	6 615 558	6 159 956
Avances et acomptes versés sur commandes	6 276		6 276	
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 557 655	29 593	1 528 062	1 296 348
Autres créances	1 023 189		1 023 189	1 261 525
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 062 142		1 062 142	623
Charges constatées d'avance (3)	86 459		86 459	112 586
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 680 299	289 496	10 390 803	8 856 529
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	12 932 792	1 794 731	11 138 061	10 037 892
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 500 000	1 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	11 242	11 242
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	150 000	150 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	128 000	140 000
Report à nouveau	-883	296
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-642 518	-13 179
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 145 841	1 788 359
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	19 589	11 807
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	19 589	11 807
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	376 798	2 489 417
Emprunts et dettes diverses (3)	2 296 296	12 240
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	277 645	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 147 993	4 772 477
Dettes fiscales et sociales	830 659	921 063
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		2 676
Produits constatés d'avance (1)	43 240	39 853
TOTAL DETTES	9 972 630	8 237 726
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	11 138 061	10 037 892
(1) Dont à plus d'un an (a)	163 366	331 677
(1) Dont à moins d'un an (a)	9 531 619	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	76 029	1 998 846
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation (I)				
Ventes de marchandises	19 071 009	205 243	19 276 253	19 810 843
Production vendue (biens)	17 170	4 692	21 863	22 862
Production vendue (services)	4 097 242	6 599	4 103 841	4 147 558
Chiffre d'affaires net	23 185 422	216 535	23 401 956	23 981 263
Production stockée			43 626	-63 129
Production immobilisée				1 543
Subventions d'exploitation				60 361
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			541 616	240 829
Autres produits			187	157
Total produits d'exploitation (I)			23 987 385	24 221 024
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			19 305 187	18 451 866
Variations de stock			-485 943	145 707
Achats de matières premières et autres approvisionnements			41 508	42 204
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 796 233	2 875 858
Impôts, taxes et versements assimilés			84 938	107 492
Salaires et traitements			1 462 080	1 322 462
Charges sociales			594 063	687 752
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
– Sur immobilisations : dotations aux amortissements			334 470	317 133
– Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
– Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			280 670	235 215
– Pour risques et charges : dotations aux provisions			7 782	
Autres charges			3 450	69 928
Total charges d'exploitation (II)			24 424 438	24 255 617
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			437 052	-34 593
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			2	2 926
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 164	7
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			1 166	2 933
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			42 951	79 295
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			42 951	79 295
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-41 786	-76 362
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-478 838	-110 955

Compte de résultat - suite

	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 613	75 511
Sur opérations en capital	259 101	192 198
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	260 714	267 709
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	210 005	1 610
Sur opérations en capital	214 389	156 515
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		11 807
Total charges exceptionnelles (VIII)	424 393	169 932
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-163 680	97 777
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	24 249 265	24 491 666
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	24 891 782	24 504 845
BENEFICE OU PERTE	-642 518	-13 179
(a) Y compris :		
– Redevances de crédit-bail mobilier	481 448	560 657
– Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Autres éléments significatifs

Evénements survenus postérieurement à la clôture de l'exercice – crise sanitaire

Compte tenu de l'absence d'alerte mondiale par l'OMS au 31 décembre 2019, les comptes arrêtés à cette date n'ont pas lieu de faire l'objet d'ajustements particuliers liés à la crise du COVID 19.

Si, les baisses d'activités liées au confinement et à l'interruption ou au ralentissement des chaînes d'approvisionnement, ont engendré pour notre société des conséquences financières au cours de l'année 2020, celles-ci n'entraînent pas au jour d'arrêté des comptes un risque significatif sur la continuité d'exploitation.

Règles générales

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 16/03/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG) homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : 1 an

* Agencements des constructions : 3 à 10 ans

- * Installations techniques : 3 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 1 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Les stocks de véhicules sont valorisés au coût de revient comprenant le coût d'achat auquel s'ajoutent les frais accessoires.

Les stocks de pièces détachées sont valorisés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les pièces en stock dormant, c'est à dire en stock depuis plus d'un an mais de moins de 2 ans sont dépréciées à hauteur de

50% de la valeur d'achat.

Les pièces considérées dans le "stock mort", en stock depuis 2 ans mais ayant moins de 3 ans sont dépréciées à hauteur de 75% de leur valeur d'achat.

Les pièces considérées dans le "stock mort", en stock depuis 3 ans sont dépréciées à hauteur de 90% de leur valeur d'achat.

Les travaux en cours sont évalués au coût de revient. Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	53 357			53 357
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 225			7 225
Immobilisations incorporelles	60 582			60 582
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	368 910	5 326		374 236
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	418 871	13 254	9 147	422 979
- Installations générales, agencements aménagement divers	244 839	15 400	337	259 903
- Matériel de transport	1 411 656	53 277	475 386	989 546
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	116 608	20 797		137 405
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 560 885	108 055	484 870	2 184 069
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	100			100
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 043	6 775	76	7 742
Immobilisations financières	1 143	6 775	76	7 842
ACTIF IMMOBILISE	2 622 610	114 830	484 947	2 252 493

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		108 055	6 775	114 830
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		108 055	6 775	114 830
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		484 870	76	484 947
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		484 870	76	484 947

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2019
Éléments achetés	
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	53 357
Total	53 357

Les fonds commerciaux ont fait l'objet d'un test de dépréciation sur la base de la valeur vénale, estimée à partir de multiples de chiffre d'affaires, qui n'a pas mis en évidence de dépréciation nécessaire.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 130	2 095		7 225
Immobilisations incorporelles	5 130	2 095		7 225
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	204 665	22 681		227 346
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	368 536	19 189	9 147	378 578
- Installations générales, agencements aménagements divers	139 950	17 873	337	157 486
- Matériel de transport	626 875	263 253	260 998	629 131
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 091	9 379		105 469
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 436 117	332 375	270 482	1 498 010
ACTIF IMMOBILISE	1 441 246	334 470	270 482	1 505 235

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 768		6 768
Autres	974		974
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 557 655	1 557 655	
Autres	1 023 189	1 023 189	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	86 459	86 459	
Total	2 675 045	2 667 303	7 742
Prêts accordés en cours d'exercice	6 768		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients– factures a établir	216 242
R.r.r. a obtenir fournisseurs div.	803 069
Etat – produits à recevoir	1 502
Prod div a recevoir	61 559
Total	1 082 373

Composition du Capital Social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	10 000	150,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	10 000	150,00

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	296
Résultat de l'exercice précédent	-13 179
Prélèvements sur les réserves	12 000
Total des origines	-883
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-883
Total des affectations	-883

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2019
Capital	1 500 000				1 500 000
Primes d'émission	11 242				11 242
Réserve légale	150 000				150 000
Réserves générales	140 000	-12 000		12 000	128 000
Report à Nouveau	296	-883	-883	296	-883
Résultat de l'exercice	-13 179	13 179	-642 518	-13 179	-642 518
Total Capitaux Propres	1 788 359	296	-643 400	-883	1 145 841

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	11 807				11 807
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		7 782			7 782
Total	11 807	7 782			19 589
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		7 782			
Financières					
Exceptionnelles					

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	76 029	76 029		
– à plus de 1 an à l'origine	300 770	137 404	163 366	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	12 240	12 240		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 147 993	6 147 993		
Dettes fiscales et sociales	830 659	830 659		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 284 056	2 284 056		
Produits constatés d'avance	43 240	43 240		
Total	9 694 985	9 531 619	163 366	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	189 704			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs fact non parvenues	88 366
Interets courus sur emprunts banc	302
Prov congés à payer	164 731
Prov gratif à payer	64 228
Ch soc s/ congés à payer	71 738
Ch soc s/gratif à payer	26 821
Etat et autres collectiv à pay	20 932
Format.profess.cont.a payer	9 871
Effort construction	6 768
Total	453 757

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Ch const d avance	86 459		
Total	86 459		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Prod compt d avance	43 240		
Total	43 240		

Chiffre d'affaires**Répartition par secteur d'activité**

Secteur d'activité	31/12/2019
Ventes VN	12 741 575
Ventes VO	5 855 091
Ventes PDR	687 872
Ventes atelier	3 108 655
Location de véhicules	931 251
Autres	77 513
TOTAL	23 401 956

Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires de certification des comptes : 6 827,50 euros

Effectif

Effectif moyen du personnel : 39 personnes dont 1 apprenti.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	11	
Employés	6	
Ouvriers	16	
Total	39	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : BPM GROUP

Forme : SAS

SIREN : 442904629

Au capital de : 30 000 000 euros

Adresse du siège social :

12 RUE DE LA MOUCHETIERE

45140 INGRE

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	1 007 569
Engagements de crédit-bail immobilier	
Nantissement de fonds de commerce	440 000
Nantissement de véhicules	24 609
Engagement de reprise de véhicules HUNDAI	269 031
Engagement de reprise de véhicules MERCEDES	87 323
Autres engagements donnés	820 963
Total	1 828 532
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
caution sur emprunt société générale de 200 K€	134 285
Autres engagements reçus	134 285
Total	134 285
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				5 217 811	5 217 811
Cumul exercices antérieurs				1 373 953	1 373 953
Dotations de l'exercice				489 384	489 384
Amortissements				1 863 337	1 863 337
Cumul exercices antérieurs				1 102 871	1 102 871
Exercice				480 577	480 577
Redevances payées				1 583 448	1 583 448
A un an au plus				423 357	423 357
A plus d'un an et cinq ans au plus				457 272	457 272
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer				880 629	880 629
A un an au plus				9 295	9 295
A plus d'un an et cinq ans au plus				117 644	117 644
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle				126 939	126 939
Montant pris en charge dans l'exercice				481 448	481 448

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

La société verse à l'organisme IRP AUTO des cotisations finançant les indemnités de fin de carrière. L'ensemble des cotisations versées chaque année est affectée à un fond collectif au sein de l'IPSA.

Les indemnités de fin de carrière à verser aux salariés de la société SAVIB 36 sont prises en charge par l'organisme. Les cotisations sociales afférentes sont prises en charge par la société.

PS

SAVIB 36
Société par actions simplifiée au capital de 1 500 000 €
Siège social : Route de la Châtre 36000 CHATEAUROUX
R.C.S. CHATEAUROUX 342 734 506

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 29 JUIN 2020

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2019

RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT

L'assemblée générale constate que les pertes de l'exercice s'élèvent à la somme de 642 518 Euros, qu'elle décide d'affecter de la manière suivante :

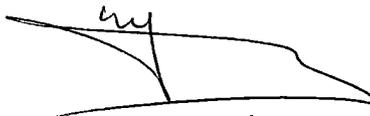
PERTES	- 642 518 Euros
- Prélèvement sur le compte Autres réserves pour un montant de :	- 128 000 Euros
- Prélèvement sur le compte Report à nouveau pour un montant de :	- 514 518 Euros

Montant des dividendes :

La société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Patrick BORNHAUSER
Président



**CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**

**SAVIB 36
SAS au capital de 1 500 000 €
Route de La Châtre
36000 CHATEAUROUX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 / 12 / 2019**

SAVIB 36

SAS au capital de 1 500 000 €
Route de La Châtre

36000 CHATEAUROUX

RCS CHATEAUROUX 342 734 506

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS SAVIB 36, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la recouvrabilité des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chateaufort sur Loire, le 12 juin 2020
Le Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale d'Orléans
SARL CASTELCOM

Dominique BILGEREAU
Associé Mandataire Social

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	7 225	7 225		2 095
Fonds commercial (1)	53 357		53 357	53 357
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	374 236	227 346	146 890	164 245
Installations techniques, matériel et outillage industriels	422 979	378 578	44 401	50 335
Autres immobilisations corporelles	1 386 854	892 086	494 768	910 188
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	100		100	100
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 768		6 768	
Autres immobilisations financières	974		974	1 043
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 252 493	1 505 235	747 258	1 181 363
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)	69 117		69 117	25 491
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	6 875 461	259 903	6 615 558	6 159 956
Avances et acomptes versés sur commandes	6 276		6 276	
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 557 655	29 593	1 528 062	1 296 348
Autres créances	1 023 189		1 023 189	1 261 525
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 062 142		1 062 142	623
Charges constatées d'avance (3)	86 459		86 459	112 586
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 680 299	289 496	10 390 803	8 856 529
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	12 932 792	1 794 731	11 138 061	10 037 892
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 500 000	1 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	11 242	11 242
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	150 000	150 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	128 000	140 000
Report à nouveau	-883	296
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-642 518	-13 179
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 145 841	1 788 359
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	19 589	11 807
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	19 589	11 807
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	376 798	2 489 417
Emprunts et dettes diverses (3)	2 296 296	12 240
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	277 645	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 147 993	4 772 477
Dettes fiscales et sociales	830 659	921 063
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		2 676
Produits constatés d'avance (1)	43 240	39 853
TOTAL DETTES	9 972 630	8 237 726
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	11 138 061	10 037 892
(1) Dont à plus d'un an (a)	163 366	331 677
(1) Dont à moins d'un an (a)	9 531 619	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	76 029	1 998 846
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	19 071 009	205 243	19 276 253	19 810 843
Production vendue (biens)	17 170	4 692	21 863	22 862
Production vendue (services)	4 097 242	6 599	4 103 841	4 147 558
Chiffre d'affaires net	23 185 422	216 535	23 401 956	23 981 263
Production stockée			43 626	-63 129
Production immobilisée				1 543
Subventions d'exploitation				60 361
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			541 616	240 829
Autres produits			187	157
Total produits d'exploitation (I)			23 987 385	24 221 024
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			19 305 187	18 451 866
Variations de stock			-485 943	145 707
Achats de matières premières et autres approvisionnements			41 508	42 204
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 796 233	2 875 858
Impôts, taxes et versements assimilés			84 938	107 492
Salaires et traitements			1 462 080	1 322 462
Charges sociales			594 063	687 752
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			334 470	317 133
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			280 670	235 215
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			7 782	
Autres charges			3 450	69 928
Total charges d'exploitation (II)			24 424 438	24 255 617
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-437 052	-34 593
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			2	2 926
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 164	7
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			1 166	2 933
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			42 951	79 295
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			42 951	79 295
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-41 786	-76 362
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-478 838	-110 955

Compte de résultat - suite

	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 613	75 511
Sur opérations en capital	259 101	192 198
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	260 714	267 709
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	210 005	1 610
Sur opérations en capital	214 389	156 515
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		11 807
Total charges exceptionnelles (VIII)	424 393	169 932
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-163 680	97 777
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	24 249 265	24 491 666
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	24 891 782	24 504 845
BENEFICE OU PERTE	-642 518	-13 179
(a) Y compris :		
– Redevances de crédit-bail mobilier	481 448	560 657
– Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Autres éléments significatifs

Evénements survenus postérieurement à la clôture de l'exercice – crise sanitaire

Compte tenu de l'absence d'alerte mondiale par l'OMS au 31 décembre 2019, les comptes arrêtés à cette date n'ont pas lieu de faire l'objet d'ajustements particuliers liés à la crise du COVID 19.

Si, les baisses d'activités liées au confinement et à l'interruption ou au ralentissement des chaînes d'approvisionnement, ont engendré pour notre société des conséquences financières au cours de l'année 2020, celles-ci n'entraînent pas au jour d'arrêtés des comptes un risque significatif sur la continuité d'exploitation.

Règles générales

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 16/03/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG) homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : 1 an

* Agencements des constructions : 3 à 10 ans

- * Installations techniques : 3 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- * Matériel de transport : 1 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Les stocks de véhicules sont valorisés au coût de revient comprenant le coût d'achat auquel s'ajoutent les frais accessoires.

Les stocks de pièces détachées sont valorisés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les pièces en stock dormant, c'est à dire en stock depuis plus d'un an mais de moins de 2 ans sont dépréciées à hauteur de

50% de la valeur d'achat.

Les pièces considérées dans le "stock mort", en stock depuis 2 ans mais ayant moins de 3 ans sont dépréciées à hauteur de 75% de leur valeur d'achat.

Les pièces considérées dans le "stock mort", en stock depuis 3 ans sont dépréciées à hauteur de 90% de leur valeur d'achat.

Les travaux en cours sont évalués au coût de revient. Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	53 357			53 357
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 225			7 225
Immobilisations incorporelles	60 582			60 582
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	368 910	5 326		374 236
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	418 871	13 254	9 147	422 979
- Installations générales, agencements aménagement divers	244 839	15 400	337	259 903
- Matériel de transport	1 411 656	53 277	475 386	989 546
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	116 608	20 797		137 405
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	2 560 885	108 055	484 870	2 184 069
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	100			100
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 043	6 775	76	7 742
Immobilisations financières	1 143	6 775	76	7 842
ACTIF IMMOBILISE	2 622 610	114 830	484 947	2 252 493

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		108 055	6 775	114 830
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		108 055	6 775	114 830
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		484 870	76	484 947
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		484 870	76	484 947

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2019
Éléments achetés	
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	53 357
Total	53 357

Les fonds commerciaux ont fait l'objet d'un test de dépréciation sur la base de la valeur vénale, estimée à partir de multiples de chiffre d'affaires, qui n'a pas mis en évidence de dépréciation nécessaire.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 130	2 095		7 225
Immobilisations incorporelles	5 130	2 095		7 225
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	204 665	22 681		227 346
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	368 536	19 189	9 147	378 578
- Installations générales, agencements aménagements divers	139 950	17 873	337	157 486
- Matériel de transport	626 875	263 253	260 998	629 131
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 091	9 379		105 469
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 436 117	332 375	270 482	1 498 010
ACTIF IMMOBILISE	1 441 246	334 470	270 482	1 505 235

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 768		6 768
Autres	974		974
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 557 655	1 557 655	
Autres	1 023 189	1 023 189	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	86 459	86 459	
Total	2 675 045	2 667 303	7 742
Prêts accordés en cours d'exercice	6 768		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients- factures a établir	216 242
R.r.r. a obtenir fournisseurs div.	803 069
Etat – produits à recevoir	1 502
Prod div a recevoir	61 559
Total	1 082 373

Composition du Capital Social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	10 000	150,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	10 000	150,00

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	296
Résultat de l'exercice précédent	-13 179
Prélèvements sur les réserves	12 000
Total des origines	-883
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-883
Total des affectations	-883

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2019
Capital	1 500 000				1 500 000
Primes d'émission	11 242				11 242
Réserve légale	150 000				150 000
Réserves générales	140 000	-12 000		12 000	128 000
Report à Nouveau	296	-883	-883	296	-883
Résultat de l'exercice	-13 179	13 179	-642 518	-13 179	-642 518
Total Capitaux Propres	1 788 359	296	-643 400	-883	1 145 841

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	11 807				11 807
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		7 782			7 782
Total	11 807	7 782			19 589
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		7 782			
Financières					
Exceptionnelles					

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	76 029	76 029		
– à plus de 1 an à l'origine	300 770	137 404	163 366	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	12 240	12 240		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 147 993	6 147 993		
Dettes fiscales et sociales	830 659	830 659		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 284 056	2 284 056		
Produits constatés d'avance	43 240	43 240		
Total	9 694 985	9 531 619	163 366	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	189 704			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs fact non parvenues	88 366
Interets courus sur emprunts banc	302
Prov congés à payer	164 731
Prov gratif à payer	64 228
Ch soc s/ congés à payer	71 738
Ch soc s/gratif à payer	26 821
Etat et autres collectiv à pay	20 932
Format.profess.cont.a payer	9 871
Effort construction	6 768
Total	453 757

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Ch const d avance	86 459		
Total	86 459		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Prod compt d avance	43 240		
Total	43 240		

Chiffre d'affaires**Répartition par secteur d'activité**

Secteur d'activité	31/12/2019
Ventes VN	12 741 575
Ventes VO	5 855 091
Ventes PDR	687 872
Ventes atelier	3 108 655
Location de véhicules	931 251
Autres	77 513
TOTAL	23 401 956

Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires de certification des comptes : 6 827,50 euros

Effectif

Effectif moyen du personnel : 39 personnes dont 1 apprenti.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	11	
Employés	6	
Ouvriers	16	
Total	39	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : BPM GROUP

Forme : SAS

SIREN : 442904629

Au capital de : 30 000 000 euros

Adresse du siège social :

12 RUE DE LA MOUCHETIERE

45140 INGRE

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	1 007 569
Engagements de crédit-bail immobilier	
Nantissement de fonds de commerce	440 000
Nantissement de véhicules	24 609
Engagement de reprise de véhicules HUNDAI	269 031
Engagement de reprise de véhicules MERCEDES	87 323
Autres engagements donnés	820 963
Total	1 828 532
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
caution sur emprunt société générale de 200 K€	134 285
Autres engagements reçus	134 285
Total	134 285
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				5 217 811	5 217 811
Cumul exercices antérieurs				1 373 953	1 373 953
Dotations de l'exercice				489 384	489 384
Amortissements				1 863 337	1 863 337
Cumul exercices antérieurs				1 102 871	1 102 871
Exercice				480 577	480 577
Redevances payées				1 583 448	1 583 448
A un an au plus				423 357	423 357
A plus d'un an et cinq ans au plus				457 272	457 272
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer				880 629	880 629
A un an au plus				9 295	9 295
A plus d'un an et cinq ans au plus				117 644	117 644
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle				126 939	126 939
Montant pris en charge dans l'exercice				481 448	481 448

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

La société verse à l'organisme IRP AUTO des cotisations finançant les indemnités de fin de carrière. L'ensemble des cotisations versées chaque année est affectée à un fond collectif au sein de l'IPSA.

Les indemnités de fin de carrière à verser aux salariés de la société SAVIB 36 sont prises en charge par l'organisme. Les cotisations sociales afférentes sont prises en charge par la société.